



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

30 JAN. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 37 79
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 modifié actualisant les prescriptions régissant le fonctionnement des activités de la société ROBATEL INDUSTRIES dans son établissement situé rue de Genève à GENAS ;

VU le rapport du 26 décembre 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 3 octobre 2013, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- ♦ le site ne dispose pas de dispositif de disconnection permettant d'isoler les réseaux d'eau du réseau public d'eau potable (*point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 susvisé*) ;
- ♦ les installations de prélèvement ne sont pas équipées d'un dispositif de mesure totaliseur et l'exploitant ne renseigne pas sa consommation mensuelle dans un registre (*point 4.1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 précité*) ;

- ♦ l'étude de faisabilité conduite en 2011 et transmise par l'exploitant en janvier 2012, visant à mettre en conformité le site avec les dispositions du SAGE de l'Est Lyonnais concernant l'assainissement pluvial, ne contient pas de propositions sur le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel (*point 4.2.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 visé ci-dessus*) ;
- ♦ la fréquence des campagnes d'analyses des eaux souterraines n'est pas respectée (*point 4.4.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 susvisé*) ;
- ♦ l'exploitant n'a pas présenté les bordereaux de suivi des déchets et n'a pas mis en place de registre de gestion des déchets (*respectivement points 5.3.4.3.3 et 5.3.4.3.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2001 précédemment visé*) ;
- ♦ aucune campagne de surveillance des retombées en poussières et plomb n'a été réalisée (*point 7.3.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 déjà cité*) ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, que la société ROBATEL INDUSTRIES ne respecte pas l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 susvisé ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de la société ROBATEL INDUSTRIES de respecter l'ensemble des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 modifié précité et notamment les points 4.1.1, 4.1.2, 4.2.5, 4.4.3, 5.3.4.3.3 et 5.3.4.3.4 de l'article 2, ainsi que le point 7.3.4 de l'article 3 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société ROBATEL INDUSTRIES dont les installations sont situées 12, rue de Genève à GENAS, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 susvisé, selon les modalités suivantes :

- ♦ dans le délai d'un mois, les paragraphes 5.3.4.3.3 et 5.3.4.3.4 de l'article 2 ;
- ♦ dans le délai de deux mois, le paragraphe 4.2.5 de l'article 2 :

. *en étudiant la possibilité de rejeter dans un bassin d'infiltration :*

- . les eaux pluviales non polluées ;

. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées après pré-traitement au minimum par séparateur hydrocarbures. L'exploitant présentera également les moyens proposés pour respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 2 février 1998 et de l'article 4 ter de l'arrêté du 10 juillet 1990 précités ;

. *en justifiant :*

. que la fosse de 150 m3 dans l'atelier de plomberie suffira à recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

. que la rétention artificielle offerte par la pente naturelle du sol dans l'atelier de chaudronnerie permettra également de contenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

. *et en proposant un dispositif permettant de confiner les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur la voirie ou tout déversement de polluant sur la voirie.*

♦ dans le délai de trois mois, les paragraphes 4.1.1 et 4.1.2 de l'article 2 ;

♦ dans le délai de six mois, les paragraphes 4.4.3 de l'article 2 et 7.3.4 de l'article 3.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de GENAS,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le 30 JAN. 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID

